



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

4 novembre 2019

ÉBAUCHE

Résolution concernant la crise au Cameroun

Depuis 2016, le Cameroun traverse une crise sérieuse dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui a maintenant dégénéré en une guerre civile généralisée. Né de la réunion en 1961 de deux colonies qui avaient été précédemment séparées lors de la première guerre mondiale, le Cameroun se compose aujourd'hui de huit régions de l'ancienne « République du Cameroun » et de deux régions de l'ancien Southern Cameroons. Réunis à l'origine sous la forme de république fédérale composée de deux États avec des droits égaux, cet arrangement a été arbitrairement dissout par une dictature de parti unique qui a modifié la forme de l'État en un système unitaire unique et indivisible opposé aux dispositions constitutionnelles en vigueur. Cette situation et de nombreuses autres ont poussé la minorité anglophone à manifester contre une marginalisation systématique. La répression de ces manifestations et l'incarcération de certains dirigeants de la société civile par le régime ont entraîné une violente réaction de la part des groupes sécessionnistes de ces régions qui a à présent transformé la désobéissance civile en une guerre civile avec ses horribles exactions et violations des droits humains fondamentaux. Aujourd'hui, on dénombre plus de 3 500 victimes, 7 000 personnes blessées, 60 000 réfugiés fuyant les régions vers le Nigeria et 450 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Au vu de la crise actuelle au Cameroun, notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'Alliance progressiste :



- exhorte le gouvernement du Cameroun à prendre de toute urgence toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à la guerre civile dans ces régions et toutes les parties concernées pour en terminer avec toutes les formes de violence.
- salue la tenue du grand dialogue national demandé par le gouvernement et demande l'implémentation sans plus tarder des accords obtenus dans le cadre de ce dialogue comme la première étape nécessaire pour rétablir la paix et la cohésion sociale nationale.
- reconnaît la libération de certains prisonniers liés à cette crise et demande que le gouvernement libère tous les prisonniers liés à cette crise, notamment les dirigeants des mouvements sécessionnistes.
- demande au gouvernement du Cameroun la mise en place sans plus tarder d'institutions démocratiques respectueuses et indépendantes qui peuvent préparer la voie pour la démocratie et l'alternance démocratique.
- respecte l'intégrité territoriale du Cameroun et appelle le gouvernement du Cameroun à prendre immédiatement les mesures importantes qui mettront un terme à la marginalisation de ses citoyens.
- exhorte toutes les parties qui participent au conflit de respecter les droits humains fondamentaux et demande aux forces de l'ordre de faire montre de retenue.
- demande aux gouvernements du monde entier, aux mouvements de solidarité et à la Communauté Internationale de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour contribuer au rétablissement de la paix, de la justice et de la démocratie au Cameroun.